



Publié sur RFI (<http://www.rfi.fr>)

Le blocage persiste après les refus du capitaine Sanogo

Créé le 2012-04-29 18:23

Par RFI

MALI

Le capitaine Sanogo, meneur du coup d'Etat du 22 mars 2012, se rebiffe. Il a rejeté samedi 28 avril les décisions prises par les dirigeants de la Cédéao jeudi dernier concernant la durée de la transition malienne et le projet d'envoi d'une force d'interposition dans le pays. Les médiateurs, arrivés en urgence à Bamako samedi matin, n'ont pas réussi à infléchir les positions du capitaine, alors que la population civile désapprouve les choix de la Cédéao.

Avec notre correspondante à Bamako

A Bamako, le blocage continue depuis vendredi, au moment où l'on a appris dans la capitale malienne les décisions prises la veille par la Cédéao. Rapidement, dans la journée de vendredi, la fronde est montée du camp de Kati sur les hauteurs de Bamako, sous forme de fin de non recevoir de la part des militaires.

Le capitaine Sanogo a consulté des personnalités influentes dans la nuit de vendredi à samedi, avant de s'entretenir avec les médiateurs burkinabè et ivoirien.

La pression autour de lui a été très forte. Des soldats « sur les dents », qui ont compris que le texte de la Cédéao les mettaient à l'écart, des hommes qui ont même menacé samedi les deux émissaires de la Cédéao Djibril Bassolé et Adama Bictogo, armes aux poings samedi en criant « *A bas la Cédéao !* ». Un véritable coup de sang dans le camp de Kati, que le capitaine Sanogo a dû calmer à plusieurs reprises. Les militaires ont même tenté de bloquer la voiture des médiateurs à la sortie de ce camp militaire.

La Cédéao accusée d'avoir outrepassé ses prérogatives

En réalité, les Maliens ne comprennent pas bien que la Cédéao décide unilatéralement de l'avenir de la transition de leur pays. En effet, il y a un grand écart entre le premier accord-cadre signé le 6 avril dernier et la déclaration des chefs d'Etat de la Cédéao le 26 avril.

Dans le premier texte, la junte devait participer au débat sur le rôle qu'elle pourrait jouer dans les mois à venir et aussi sur la durée consensuelle de la transition. Mais trois semaines plus tard, jeudi dernier, le ton a été très différent et beaucoup plus radical vis-à-vis des militaires qui ont été priés de se soumettre aux autorités civiles.

Au Mali, les différentes décisions prises par la Cédéao ont vraiment été vécues comme un

affront, comme une mise à l'écart. Ce n'est pas seulement au camp de Kati que l'on désapprouve cette attitude. Beaucoup de Maliens estiment qu'on ne peut pas revenir sur le premier accord, que ce n'est pas honnête.

« *Il y a un capitaine à bord* » dit le maire d'une des villes du nord du pays, et « *il faut faire avec lui* ». Ce dimanche matin la Copam, une coalition de partis d'associations et de syndicats favorable au capitaine Sanogo, a décidé d'organiser jeudi une marche anti-Cédéao. Dans une déclaration, la Copam se dit décidée à faire échouer cette tentative de déstabilisation et d'humiliation du pays.

La Cédéao est donc entièrement invitée à revoir sa copie.



Le président malien par intérim Diounounda Traore (c) s'adresse au capitaine Sanogo (g) au camp militaire de Kati, le 9 avril 2012.

Reuters/Joe Penney

Mali: à Tombouctou, les islamistes repoussent le FNLA et imposent la charia

Mali: le capitaine Sanogo rejette le plan de la Cédéao

Mali: les putschistes du 22 mars rejettent la prolongation du mandat des autorités de transition

Mali: confusion et incertitude sur le rôle de la junte militaire

Mali: les réactions à la sécurisation des organes de transition et à l'envoi d'une force régionale

Mali: un nouveau groupe rebelle annonce contrôler une partie de Tombouctou

Bamako, Bamako, Bamako, ML

URL source: <http://www.rfi.fr/afrique/20120429-mali-le-blocage-persiste>